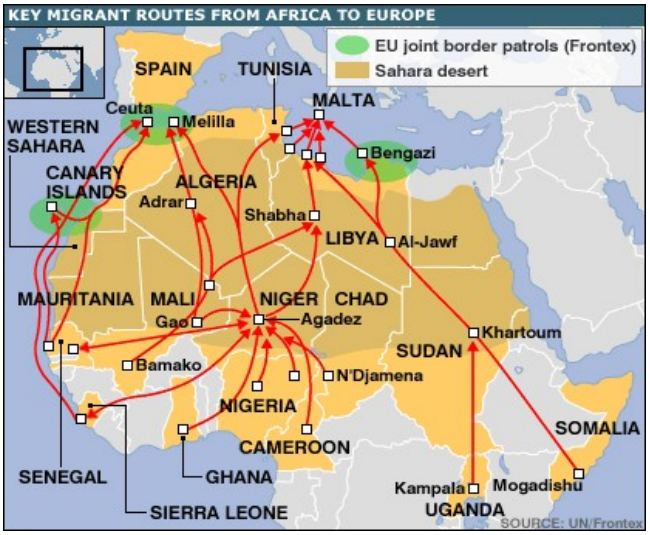
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 12 février 2017 N° 431 PRIX : 0,60 Euro



Ce ne sont pas les mesures d'intimidation ni les barrières qui mettront fin au flux migratoire

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Ce ne sont pas les mesures d'intimidation ni les barrières qui mettront fin au flux migratoire

Page 3
Mali : Un accord scélérat avec l'Union Européenne

Page 4, 5 et 6
Côte d'Ivoire : La grève des fonctionnaires,..

Page 7
Sénégal: Une illustration de la politique criminelle de l'État

Pages 9
Tchad : Idriss Deby le quémandeur !

Page10
Madagascar: Les coupures de courant frappent les quartiers pauvres

Page 13
Il y a un siècle, commençait la révolution russe

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Editorial

CE NE SONT PAS LES MESURES D'INTIMIDATION NI LES BARRIÈRES QUI METTRONT FIN AU FLUX MIGRATOIRE

Pour tenter d'endiguer la vague migratoire des ressortissants africains vers l'Europe, les dirigeants de l'UE (Union Européenne) proposent de débloquer un fonds pour financer « un plan d'investissement » à certains États africains. Cet argent est, selon les dirigeants de l'UE, destiné à « développer l'économie locale » et à « créer de l'emploi » en Afrique afin d'y fixer ses populations. Mais ce n'est que de la poudre aux yeux.

Les millions d'euros débloqués iront directement dans les caisses des États concernés par ce plan en échange de quoi ils devront renforcer la répression contre ceux qui voudront sortir de l'Afrique dans l'espoir de trouver une vie meilleure en Europe. Les principaux pays bénéficiaires de ces aides sont : la Libye, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Guinée Conakry et la Côte d'Ivoire. L'UE veut que la Libye verrouille ses côtes pour empêcher la traversée de la Méditerranée. C'est ce même rôle qui est dévolu à la Turquie pour retenir les migrants qui voudraient rejoindre l'Allemagne, la France ou l'Angleterre en passant par la Grèce. En échange de l'argent qui sera versé au gouvernement libyen, celui-ci augmentera la superficie de ses camps de réfugiés pour parquer les migrants avant de les expulser vers leurs pays d'origine.

La Libye sous la dictature de Kadhafi avait déjà conclu un accord du même genre en 2009 dans le cadre du Frontex, mais après la guerre que les pays européens ont menée contre le régime de Kadhafi et la mort de ce dernier, le nouveau régime libyen s'est montré impuissant à effectuer le sale travail de garde chiourme.

Les autres dirigeants africains qui recevront ces « aides » (dans une moindre proportion) feront aussi leur part de sale boulot contre leurs propres populations. Une partie de cet argent sera consacrée à la construction de centre de rétention, à renforcer les contrôles aux frontières et à traquer les candidats à l'émigration clandestine. Le reste de l'argent ira tout droit dans leurs caisses personnelles.

Ce ne sont pas ces mesures répressives qui mettront fin au flux migratoire. Si des dizaines de milliers de personnes traversent la Méditerranée en risquant leur vie sur des embarcations de fortune (après avoir parfois risqué leur vie dans la traversée du Sahara), c'est parce qu'elles fuient

la misère ou là guerre (parfois les deux à la fois) ; c'est une question de survie. Les États des pays riches d'Europe sont en grande partie responsables de la situation catastrophique dans laquelle sont plongées les populations africaines. C'est l'ordre impérialiste dont ils sont les garants qui maintient les populations dans la misère, c'est leur système de domination qui est responsable des guerres et des massacres. Ce sont eux qui maintiennent des dictatures en Afrique pour perpétuer le pillage du continent.

C'est à tout ce système inique que les travailleurs devront mettre fin un jour afin que personne ne soit obligé de risquer sa vie, de quitter ses êtres chers pour tenter de survivre en s'exilant. Dans un monde débarrassé du système capitaliste, l'émigration ne sera ressentie ni comme une malédiction, ni comme un fardeau mais comme une aventure humaine exaltante ; quant aux frontières, elles seront reléguées à la poubelle de l'histoire.

Mali

UN ACCORD SCÉLÉRAT AVEC L'UNION EUROPÉENNE

Le 12 décembre dernier, l'État malien a conclu, presque en catimini, un accord avec l'Union Européenne en vue de faciliter le rapatriement forcé des migrants maliens arrivés illégalement en Europe. Selon cet accord, « *des fonctionnaires maliens se rendront dans les pays membres de l'UE pour aider à déterminer l'identité des migrants, afin d'accélérer leur retour* ».

L'UE aurait débloqué pour le Mali (selon le journal Jeune Afrique) une somme de 145,1 millions d'euros pour réaliser neuf projets destinés à la lutte « *contre les réseaux de trafiquants d'êtres humains et améliorer le contrôle des frontières*».Bien avant l'arrivée d'Ibrahim Boubacar Keïta au pouvoir, le gouvernement malien avait déjà eu à participer activement au rapatriement forcé de sans-papiers maliens de France. On se souvient des tristement célèbres « *charters de la honte*» de Pasqua et de ses successeurs de gauche comme de droite au poste de ministre de l'Intérieur. De nombreux travailleurs immigrés, tout comme de nombreux maliens de Bamako et de Kayes ont été révoltés par ces expulsions intolérables. Aujourd'hui IBK se dit prêt à collaborer pour de futures expulsions massives en échange de quelques « cadeaux » de ses maîtres. Les futurs expulsés et leurs familles qui tentent d'échapper à la misère apprécieront ce geste de larbin de l'impérialisme.

Mali-Niger-Burkina

APRÈS GAO ET TOMBOUCTOU, LES ISLAMISTES CONTINUENT DE SÉVIR DANS D'AUTRES RÉGIONS

Depuis quelques mois, la zone frontalière entre le Mali, le Burkina et le Niger subit des attaques fréquentes de djihadistes. Dans plusieurs villages, des enseignants ont été menacés de mort s'ils enseignent d'autres matières que le Coran dans leur école.

Face à cette menace grandissante, les dirigeants de ces trois pays ont décidé de créer une force militaire commune pour soi-disant « sécuriser » cette région frontalière (le Liptako-Gourma) que ces trois pays partagent. La France quant à elle, a décidé de renforcer la présence des ses troupes vers le centre du Mali qui devient aussi de plus en plus la cible des mouvements armés se ré-

clamant du « Front de libération du Macina » ou d'autres tendances islamistes.

Ces mouvements islamistes qui agissent dans le Liptako-Gourma veulent instaurer dans cette région une dictature moyenâgeuse basée sur l'application de la charia comme ils l'ont fait à Gao et à Tombouctou en 2012. Ils veulent interdire la scolarisation des filles, obliger les femmes à se voiler, leur interdire de sortir sans être accompagnées d'un membre de leur famille, interdire aux jeunes de jouer au ballon, de regarder la télé, etc. Bref, ce sont des gens qui veulent nous ramener à plusieurs siècles en arrière. Ce sont des ennemis de la liberté de pensée et d'expression, par conséquent des ennemis des travailleurs. Mais les populations ne peuvent pas compter sur les pouvoirs en place pour les protéger car ce sont des dictatures. Leurs armées et leurs polices sont plus aptes à bastonner et à racketter les petites gens qu'à leur porter secours.

Côte d'Ivoire

LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES, UNE LUTTE PLEINE D'ENSEIGNEMENTS POUR LES LUTTES FUTURES

La dernière grève des fonctionnaires date du mois de janvier. Elle a duré trois semaines avant que les grévistes ne décident de la suspendre durant un mois, sous la pression du gouvernement, mais après avoir tout même obtenu gain de cause sur les quatre principales revendications sur six.

Cette suspension de grève leur a donné le temps, d'une part de vérifier concrètement les avancées obtenues sur leur paie et de l'autre, de continuer les discussions avec le gouvernement sur les autres revendications, dont les 249 milliards qui leurs sont dus, mais que le gouvernement refuse de payer.

C'est avec beaucoup de méfiance que les grévistes ont accepté de suspendre cette grève, craignant à juste raison que le gouvernement n'en profite pour les duper. En effet, tous les gouvernements qui se sont succédé depuis Gbagbo, pour ne pas remonter plus loin, ont en commun de ne pas tenir leurs engagements. Tous ont usé de la répression contre les fonctionnaires à chaque fois qu'ils ont fait grève. Et quand, malgré tout, ils ont parfois réussi à contraindre le gouvernement à céder sur quelques-unes de leurs revendications, celui-ci leur a souvent servi un discours dans le genre : « *Nous accédons à vos revendications. C'est un acquis. Mais le fait est que même avec notre meilleure volonté, nous ne sommes pas aujourd'hui en mesure de vous payer. Vous connaissez la situation de la Côte d'Ivoire…* », et blablabla.

C'est ainsi que d'année en année, de 2009 à 2014, s'est accumulé un « *stock d'arriérés* » s'élevant à 245 milliards que l'État doit aux fonctionnaires mais que le gouvernement refuse aujourd'hui de payer.

Lors de cette grève, c'est d'abord un refus catégorique que le gouvernement a opposé à leurs revendications. D'ailleurs, quelques jours avant de céder, le nouveau Premier ministre Gon Coulibaly, leur déclare dans un discours qui se veut guerrier : «*Je suis un lion. J'aime la bagarre. Je ne vous donnerai rien. Faites ce que vous voulez* ». Sauf que quelques jours plus tard, les grévistes ont fait avaler au « lion » ses propres paroles, en l'obligeant à céder !

Avant d'être Premier ministre, Gon Coulibaly est d'abord un richissime homme d'affaires, un capitaliste comme ceux-là même qui exploitent les travailleurs dans le bâtiment et dans les zones industrielles. Bien d'autres membres du gouvernement sont comme lui. Quand ils ne sont directement des exploiteurs, ils ont mille liens fa-

miliaux ou d'affaires avec les capitalistes. C'est donc naturellement qu'ils défendent leurs intérêts en faisant souvent intervenir les forces armées contre les grévistes. Tout travailleur ayant un vécu sait d'expérience que les capitalistes ne comprennent d'ailleurs que le langage de la force !

Alors, quand le porte-parole du gouvernement déclare à l'issue du dernier conseil des ministres que « *le gouvernement condamne et déplore ces formes violentes de revendications* » en ajoutant que « *cela se termine toujours par des discussions autour d'une table* », il faisait peut-être de l'humour pour faire rire les soldats impatients auxquels il s'adressait. En tout cas, ceux-là n'ont obtenu jusque-là gain de cause que lorsqu'ils ont fait parler la poudre et semé la pagaille. Ce qui est sûr c'est que-leur mutinerie a donné des idées aux autres corps habillés qui voudraient bien eux aussi palper les millions obtenus par les premiers.

Samedi 21 Janvier 2017 : réunis en assemblée générale, les fonctionnaires grévistes décident de reconduire leur mouvement.

Aujourd'hui, les travailleurs n'ont pas de fusils et de mitraillettes pour faire valoir leurs droits à une vie décente, mais ils ont entre leurs mains d'autres moyens pour y arriver. C'est leur capacité de se mettre en grève et de bloquer l'économie capitaliste, c'est-à-dire de toucher gravement aux profits des capitalistes, à leurs portefeuilles! Cela nécessite une lutte d'envergure touchant un large secteur de l'économie, depuis les banques jusqu'aux zones industrielles, en passant par le transport et le port. À ce moment-là, la « négociation » peut être favorable aux travailleurs, car ce sera sur un rapport de forces différent.

Tous les travailleurs peuvent constater dans leur chair à quel point leur situation s'est dégradée depuis ces trente dernières années. Tout le monde peut aussi constater que la situation des capitalistes n'a cessé de s'améliorer, et cela malgré toutes ces années de crise qui leur a servi de prétexte pour aggraver toujours un peu plus la vie des travailleurs ainsi que leurs conditions de travail.

Alors oui, les fonctionnaires peuvent faire cracher les 245 milliards que l'État leur doit, à condition de peser encore un peu plus sur le rapport de forces. Ils pourraient le faire en cherchant le contact avec les travailleurs de la zone industrielle et ceux du port, par exemple, pour que ces derniers formulent eux-aussi leurs revendications et s'organisent pour se mettre en grève. Ainsi, tout le monde du travail y gagnerait par la même occasion.

Il faut rappeler que la force des fonctionnaires à cette dernière grève, c'est d'abord leur union. Ils ne se sont pas laissé diviser par le corporatisme, l'appartenance syndicale, ou politique, ou d'autres divisions de quelque ordre que ce soit. Malgré cela, on a vu que le gouvernement n'était pas prêt à céder. Il a fallu que les employés des impôts et ceux de la douane s'y mettent à leur tour, aux tout derniers jours, pour que le gouvernement, et derrière eux les capitalistes, sentent la grève peser un peu plus sur leurs activités. Tant que c'étaient les hôpitaux et les écoles publiques qui étaient en grève, où ce sont uniquement les pauvres qui y vont, cela ne gênait pas outre mesure les riches et le gouvernement. Mais quand le blocage administratif aidant, l'économie a commencé à être perturbée, et les affaires des capitalistes avec, alors là, le langage du gouvernement a du coup changé. Ainsi, on peut imaginer le résultat d'une grève des

fonctionnaires faisant tâche sur tout un pan de l'économie.

Ce qui manque aujourd'hui aux travailleurs, c'est justement la conscience qu'ensemble, ils constituent une force colossale capable de faire plier les capitalistes et le gouvernement qui sert leurs intérêts.

Ce qui manque aussi, c'est un parti regroupant les éléments les plus conscients des travailleurs, incarnant à la fois leurs intérêts immédiats et les objectifs à plus long terme visant à mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Un tel parti reste à construire.

Côte d'Ivoire

LES CORPS HABILLÉS FONT RECULER LE POUVOIR

Les 7 et 8 février, la petite ville d'Adiaké (dans l'Est de la Côte d'Ivoire) a été remuée par une mutinerie de soldats. Les « *forces spéciales* » de l'armée qui y sont basées se sont déployées dans cette localité en tirant des coups de feu. Il y a eu au moins deux blessés et les habitants ont été contraints de rester chez eux.

.

Soldats mutins dans les rues lors de la mutinerie de Bouaké le 06 janvier 2017

Ces « forces spéciales » ivoiriennes sont estimées à 2 600 individus, elles sont censées être « *l'élite* » de l'armée. En plus d'être chargées de la sécurité du président, elles sont déployées à certains points stratégiques à Adiaké, à la frontière avec le Ghana, à Tengrela en face du Mali et à Tabou à la frontière Ouest avec le Liberia. Elles bénéficient de primes spéciales de la présidence. Ces soldats ne sont donc pas les moins nantis de l'armée, ils sont même des privilégiées.

Cela ne les pas empêché d'entrer en mutinerie. Leur mouvement fait écho à la mutinerie de soldats de janvier 2017 c'est-à-dire des anciennes Forces Armées des Forces Nouvelles (ex-rebelles de Soro Guillaume) au nombre de 8400 individus. Ils avaient pris le contrôle des différentes casernes et groupements militaires du pays. Ils revendiquaient une prime de 12 millions de francs qui leur avait été promise par le couple Soro-Ouattara, s'ils parvenaient à dégommer Gbagbo du pouvoir. Le gouvernement a vite fait de céder à leur revendication en la faisant passer comme « *prime Ecomog* » liée aux accords de Ouagadougou.

Ce faisant, le régime d'Abidjan a ouvert une brèche aux autres corps habillés. Et cela ne s'est pas fait attendre. D'autres soldats, d'autres corps (gendarmes, ex-FDS, pompiers, gardes pénitenciers, douaniers, etc.) ont emboité le pas et se sont mis eux aussi dans la danse, d'autant plus que certains éléments sont aussi d'anciens FAFN qui y ont été mutés. Il y a eu des affrontements à Yamoussoukro et à Abidjan, le port avait même été perturbé durant une journée. Ces manifestations ont officiellement fait 4 morts. Après négociations, rien n'a filtré sur les accords convenus entre le gouvernement et les soldats.

C'est pour les mêmes raisons que les soldats des « *forces spéciales* » basées à Adiaké se sont eux aussi mis en mouvement, à la différence qu'ils ont fait monter les enchères en portant leurs revendications à 17

millions de francs et en plus le grade de sergent pour tous.

Après deux jours de négociations, la hiérarchie militaire et les représentants du gouvernement prétendent n'avoir rien cédé. Mais des fuites font pourtant état d'un accord sur la somme de 17 millions de francs.

Du coup, les démobilisés (plus de 80.000 personnes) et les dozos (Chasseurs traditionnels) s'invitent à la curée et font entendre leur voix à travers la presse. Ils estiment avoir droit aux 12 millions parce qu'ils ont, eux aussi, combattu et permis à Ouattara de parvenir au pouvoir. Autant dire que la boite de Pandore est ouverte et le gouvernement n'est pas encore sorti de l'auberge.

Côte d'Ivoire

MINE D'OR DE TONGON : LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LE PATRON

Les travailleurs de la mine d'or de Tongon, dans la région de Korhogo au nord du pays, ont mené une grève de 7 jours déclenchée le 26 janvier dernier. Cette mine est détenue par l'entreprise Randgold, une firme Sud-africaine.

Les ouvriers réclament principalement à la direction le paiement d'une prime de production à l'instar des cadres de cette entreprise, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

À l'entame de la grève, le patron a adopté une attitude arrogante et méprisante comme à son habitude. Il a sans doute mal jaugé la combativité des travailleurs. Lorsque ceux-ci ont durci leur mouvement en bloquant complètement toute l'entreprise, ce patron arrogant s'est engagé à verser une prime de production de 500.000 F à chaque travailleur et à prendre en compte les autres revendications.

Les ouvriers ont repris le travail en restant mobilisés, parce qu'ils savent que la promesse d'un patron ne vaut rien tant qu'on n'a pas réellement eu gain de cause.

Sénégal

UNE ILLUSTRATION DE LA POLITIQUE CRIMINELLE DE L'ÉTAT

Le Sénégal ne possède qu'un seul appareil de radiothérapie. Il se trouve à l'hôpital Le Dantec à Dakar et a été, parait-il, offert par la France en 1989. Cet appareil est très utile car il permet de traiter le cancer mais il est en panne depuis plus d'un mois. Cela fait longtemps que le ministère de la Santé a été informé de la vétusté de cette machine qui tombe trop souvent en panne et qui de plus, est devenue dangereuse car elle expose les patients et le personnel soignant à la radioactivité. Mais le gouvernement a toujours fermé les yeux devant cette requête.

Aujourd'hui, les malades atteints de cancer n'ont pas d'autres choix que d'aller se faire soigner dans un autre pays. Jusqu'à aujourd'hui, seul trois patients ont été pris en charge par le gouvernement pour être

traités au Maroc. Et pour les autres ? Ceux qui ont les moyens peuvent aller là où ils veulent mais ceux qui n'ont rien sont condamnés à mort, étant donné que le coût de l'évacuation vers le Maroc est de trois millions de francs Cfa pour quatre séances de thérapie.

Hôpital Ledantec à Dakar: le seul qui possède un appareil de radiothérapie.

Le gouvernement a annoncé la commande de nouvelles machines mais elles ne seront livrées que dans plusieurs mois. L'inquiétude est grande chez les malades et leurs familles. Pour tenter de les calmer, le gouvernement a lancé une « *campagne citoyenne* » destinée à collecter de l'argent auprès de la population afin de pouvoir envoyer plus de patients au Maroc.

Cette panne n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de la défaillance de l'État sénégalais en matière de santé publique. La vétusté des hôpitaux publics est criante sur l'ensemble du territoire. Les appareils de soins et les laboratoires sont dans un piteux état, le personnel est sous-payé et travaille dans des conditions lamentables.

L'exemple du principal hôpital public de Ziguinchor (l'Hôpital de la Paix, principale structure de santé de toute la région) est parlant. Il a été inauguré en février 2015 par Macky Sall en personne à grand coup de publicité, mais à peine deux années après il n'est plus en mesure de remplir sa mission. Les employés se sont regroupés autour d'une intersyndicale pour dénoncer « *le manque de matériels dans les laboratoires et services d'analyse, la non livraison des fournisseurs, le non paiement des indemnités* », entre autres. L'hôpital ne dispose que d'une ambulance pour évacuer les malades. Depuis trois mois, les femmes de ménage n'ont pas perçu leur salaire ; aucun contractuel de l'hôpital n'est encore enregistré à l'IPRES (Institution de prévoyance retraite du Sénégal).

Les gouvernants et les fortunés ne fréquentent pas ces lieux de soins qui s'apparentent de plus en plus à des mouroirs pour les pauvres. Si l'État sénégalais était vraiment soucieux de la santé de la population, on n'en serait pas là.

Sénégal

NOUVELLE AUGMENTATION DE PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Les familles des classes populaires sont soumises à rude épreuve à chaque augmentation du prix des denrées de base. Tout dernièrement le prix du litre d'huile d'arachide est passé de 1200 à 1400 Francs à Dakar et dans ses proches banlieues ; celui du kilo de sucre de 550 à 650 F ; celui du riz parfumé de 400 à 450F. Dans les villes et les Villages de l'intérieur du pays la situation est encore plus grave qu'à Dakar. Quant aux salaires des travailleurs, non seulement ils sont dérisoires mais en plus ils n'ont pas bougé depuis très longtemps. Si bien que leurs familles sont obligées de se serrer toujours plus la ceinture pour survivre. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que de plus en plus de gens soient tentés par l'émigration quitte à mettre leur vie en péril.

Tchad

IDRISS DEBY LE QUÉMANDEUR !

Depuis des mois, les grèves organisées par les syndicats se multiplient pour le paiement des salaires, pour leur augmentation face au renchérissement du coût de la vie. Les étudiants contestent dans la rue la suppression totale de leurs bourses en septembre dernier, et exigent le paiement des arriérés. Mais toutes ces revendications sont restées lettre morte, et c'est la répression qui s'abat sur les dirigeants qui sont arrêtés et jetés en prison ; cette répression s'abat aussi sur tous ceux qui osent critiquer ce régime dictatorial. Mais cela n'a pas empêché les contestations qui continuent jusqu'à aujourd'hui. Partout la colère gronde surtout parmi les travailleurs et les petites gens qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Alors, pour renflouer les caisses, Deby est allé quémander des sous chez son voisin, le dictateur Paul Biya du Cameroun qui lui a prêté 30 milliards de francs CFA. À son retour à Ndjaména il a déclaré à la presse que cet argent servira à « *boucler des fins de mois difficiles* ». Ce geste a choqué plus d'un Tchadien ici dans l'immigration ; les uns disent que c'est une « honte » pour un pays pétrolier, les autres que c'est une « humiliation ».

On comprend leur indignation d'autant plus que l'argent, il y en a suffisamment pour payer les salaires de tous les fonctionnaires et agents de l'Etat, les bourses de tous les étudiants et de faire tourner normalement la machine administrative. Pour cela il faut le prendre dans les poches de ceux qui dilapident les caisses de l'Etat, les obliger à rendre gorge.

L'un des deux neveux de Deby, par exemple, placé à la tête de la cimenterie de Baoré dans le sud du pays, verse directement dans son compte personnel les 900 millions de Francs que l'entreprise qu'il dirige devrait verser mensuellement à l'Etat au titre de taxes et d'impôts divers. L'autre neveu, lui, fait main basse sur les 400 millions de recettes mensuelles que rapporte l'aéroport international de Ndjamena. L'exemple ne vient-il pas de leur oncle qui, pour célébrer sa victoire à la dernière élection présidentielle, a fait débloquer 14 milliards de francs CFA pour son investiture ? Quant au grand frère de Deby, il brasse des milliards ; c'est le financier du clan. Il y a aussi Hinda Deby, une des multiples femmes du président qui fait des affaires avec ses cars de transport et son restaurant de Doba, dans la zone pétrolifère.

Rien qu'avec ces sommes détournées directement ou indirectement par le clan au pouvoir, il y aurait déjà de quoi satisfaire un grand nombre de revendications des travailleurs et des étudiants.

Espérons qu'un jour la colère des travailleurs et des classes pauvres pourra balayer tous ces parasites qui vivent sur leur dos et que les travailleurs resteront organisés indépendamment des politiciens bourgeois qui tentent de profiter de leur lutte pour parvenir au pouvoir.

DES ÉTUDIANTS SANS EMPLOI BRÛLENT LEURS DIPLÔMES

Le 6 février dernier une centaine d'étudiants diplômés mais sans emploi, désespérés, ont brûlé leurs diplômes devant l'Assemblée nationale pour manifester leur mécontentement et protester contre la difficulté de trouver du travail dans le pays.

Un des étudiants a expliqué son geste : « *Au Tchad l'accès à l'emploi dans le secteur privé n'est pas chose facile faute d'industrialisation du pays. Les jeunes diplômés sont abandonnés à leur triste sort. Un diplôme, regrette-t-il, est pourtant le*

couronnement de longues études mais il ne vaut rien, il ne peut pas me garantir un emploi ».

Il est vrai que la plupart des diplômés des universités ne trouvent pas d'emploi au Tchad. Ils chôment pendant des années. Mais tous ne sont pas logés à la même enseigne. Pour les fils de certains dignitaires haut placés, il y a de la place dans l'administration ou dans les entreprises du secteur privé. Les enfants des travailleurs ou des pauvres, eux, peuvent toujours galérer avec leur diplôme en poche. C'est choquant ! C'est inadmissible !

Madagascar

LES COUPURES DE COURANT FRAPPENT LES QUARTIERS PAUVRES

À Antananarivo les coupures intempestives de courant totalisent parfois une douzaine d'heures par jour. La distribution de l'eau est également aléatoire. La société d'État Jirama qui distribue l'un et l'autre n'arrive plus à satisfaire aux besoins du fait que les groupes électrogènes sont vieux, vétustes et souvent en panne. Il en est de même pour les transformateurs dont plusieurs ont pris feu ces derniers temps.

Des manifestations ont lieu ici ou là, dont la conséquence a été le remplacement d'un directeur de la Jirama par un autre, sans pour autant qu'une solution pérenne ne soit apportée à ce problème grave et récurent qui frappe la population pauvre.

Les gens riches qui résident sur les collines, sont moins frappés par les délestages sélectifs. Mais de toute façon la plupart des demeures bourgeoises sont approvisionnées par de puissants groupes électrogènes capables de fournir en électricité plusieurs résidences. L'eau non plus ne semble pas leur faire défaut puisque même leurs piscines sont remplies et leurs pelouses sont bien arrosées.

Les hôpitaux ne sont pas épargnés par les délestages et la plupart d'entre eux ont recours à leurs groupes électrogènes. Ceux-ci ne sont toutefois pas suffisamment puissants pour satisfaire à tous leurs besoins et délaissent les chambres des malades et les couloirs, afin de pourvoir aux nécessités des blocs opératoires et autres secteurs vitaux.

Mais récemment la direction de l'hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona a fait savoir que le groupe électrogène de l'hôpital ne sera plus en mesure de fournir de l'électricité à la banque de sang de l'établissement. Ainsi les réfrigérateurs sensés conserver les réserves de sang à une certaine température ne pourront plus assurer cette fonction. La situation est donc alarmante.

L'État n'a peut-être pas beaucoup de moyens, mais le peu qu'il a est en partie dilapidé sous forme de corruption. Une autre partie va droit vers les poches des capitalistes sous forme de dégrèvements en tout genre afin dit-on de limiter la fuite des capitaux vers des horizons plus attrayants pour leurs détenteurs.

Les dirigeants de la Jirama viennent paraît-il de faire une trouvaille : elle va renforcer la communication auprès de la population pour la faire lanterner sans doute. Elle promet de rendre public le programme fixe de délestage pour la capitale et ses environs, du 10 au 28 février. Elle affirme également que la situation pourrait s'améliorer à partir du mois de juillet prochain.

Dans le passé des promesses de résoudre les problèmes de ce genre ont été proférées, mais non tenues pour autant. La patience de la population a des limites.

France

DES PERSONNES CONDAMNÉES POUR « DÉLIT DE SOLIDARITÉ » AVEC LES MIGRANTS

Le 10 février, le Tribunal de Nice a condamné Cédric Herrou, un agriculteur, à 3 000 euros d'amende avec sursis pour avoir transporté et hébergé des migrants. Le parquet (qui représente l'État français) avait requis une peine de huit mois avec sursis mais le juge a réduit sa peine à une simple amende avec sursis. Il s'agit-là néanmoins d'un procès scandaleux car cet agriculteur n'a fait que venir en aide à des migrants dont la vie était en danger du fait qu'ils étaient laissés à leur propre sort dans le froid, sans toit ni nourriture. Une malienne sans-papier qui a été aidée par Cédric, a manifesté son indignation devant cette injustice en déclarant aux journalistes d'une radio qu'avant d'être hébergée par Cédric elle était obligée de coucher dehors, sur la plage, durant de nombreux jours et qu'au lieu de condamner cet homme, l'État devrait plutôt le décorer.

Ce n'est pas la première fois que l'Etat français traduit en justice ceux qui osent manifester une quelconque solidarité active avec les migrants. Le 23 novembre 2016, Pierre-Alain Mannoni, enseignant-chercheur, a été poursuivi pour avoir convoyé des Erythréennes venues d'Italie. Un Britannique, Robert Lawrie, a été poursuivi par la justice française pour avoir tenté de faire passer une petite-fille afghane âgée de 4 ans de la jungle de Calais en Angleterre où vivait une partie de sa famille.

Des militants et des associations d'aides aux migrants comme le GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés) citent de nombreux cas de ce genr: « *Une personne a été poursuivie pour avoir rechargé des téléphones portables*, u*ne autre car l'abri qu'elle avait construit pour des réfugiés était bâti en zone inondable, une autre car elle n'avait pas de permis de construire. Un monsieur qui hébergeait une famille dans un presbytère s'est vu reprocher de loger ces gens dans un bâtiment qui n'était pas aux normes* », etc.

Voilà comment le gouvernement de Hollande traite les migrants et ceux qui leur viennent en aide. C'est avec le même mépris qu'il traite les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés. Il multiplie les attaques contre l'ensemble des travailleurs tout en distribuant des cadeaux par milliards au patronat.

Immigration

UN ACTE BARBARE DE PLUS COMMIS PAR LA POLICE À AULNAY-SOUS-BOIS

Dans la nuit du 2 au 3 février, quatre policiers ont procédé à l'interpellation d'un jeune d'origine africaine de 22 ans, Théo. Cette interpellation est loin d'être banale. Le jeune Théo a subi une violence inouïe, il a été embarqué au commissariat où il a sans doute été malmené, car il a été transporté d'urgence à l'hôpital, couvert de sang.

Il y avait des témoins dans la rue du quartier populaire « la Cité 3000 » d'Aulnay-sous-Bois et la caméra de la rue aurait enregistré la scène. Les policiers ont été suspendus de leur fonction et mis en examen. L'un deux est accusé de « viol en réunion » et les autres de violences volontaires.

L'attitude de la police n'est pas exceptionnelle. Celle-ci est gangrenée par le racisme, plus particulièrement envers les jeunes africains et arabes des quartiers populaire, et quand elle commet des actes répréhensibles, les autorités font semblant de s'en préoccuper, mais c'est l'impunité qui est la règle générale. Alors, il ne faut pas s'étonner que les policiers se sentent tout permis.

La solidarité des gens du quartier s'est exprimée par des manifestations derrière le slogan : « Justice pour Théo ». Dans le département de Seine-Saint-Denis, il y a eu des affrontements sporadiques opposant des jeunes aux forces de l'ordre.

Cette situation rappelle le décès d'Adama Traoré en juillet 2016. Après une interpellation par la gendarmerie, Adama a subi la brutalité des gendarmes, il est mort dans le véhicule qu'il l'a embarqué. Évidemment la gendarmerie a nié sa responsabilité, elle sait qu'elle bénéficie de l'impunité auprès de la justice. Jusqu'à présent, la famille continue de se battre pour que la vérité soit enfin dévoilée au grand jour sur la cause réelle de la mort d'Adama Traoré.

Il est nécessaire de participer aux protestations qui s'organisent pour que justice soit faite sur ces atrocités commises par la police.

IL Y A UN SIÈCLE, LA RÉVOLUTION RUSSE COMMENÇAIT

La révolution russe de 1917 constitue un évènement très important dans l'histoire de l'humanité : Pour la première fois la classe ouvrière de ce vaste pays arriéré et faiblement industrialisé, associée à la paysannerie pauvre et sans terre a, en un premier temps, réussi à renverser un régime autocratique dictatorial détenu par le Tsar Nicolas II. Un régime de type parlementaire appelé « Gouvernement provisoire », soutenu par les grandes puissances capitalistes occidentales, a été mis en place le 2 mars (du calendrier de l'ancienne Russie en retard de 13 jours par rapport au calendrier occidental). Huit mois plus tard, le 25 octobre, les travailleurs de ce pays, organisés dans des structures appelées Soviets (conseils en russe), font valoir leurs aspirations et réussissent à prendre le pouvoir.

Ces Soviets ne viennent pas de nulle part. C'est en effet lors de la révolution de 1905 que les travailleurs des villes, mais aussi les moujiks des campagnes (sorte de métayers ou paysans sans terre) se dotent de ces structures dans lesquelles leurs représentants démocratiquement élus et révocables à tout moment, portent leurs revendications et les font valoir.

Cette révolution de 1905 n'a pas réussi à renverser le système autocratique qu'est le tsarisme. Le souverain sauve son trône en acceptant de cohabiter avec un parlement (Douma) dans lequel siégent des députés élus. Mais très vite les contestations ouvrières et paysannes sont réprimées et leurs dirigeants emprisonnés.

Depuis 1914 la Russie était engagée dans la guerre au côté de la France et du Royaume Uni, contre l'Allemagne. Ce fut une boucherie. Les soldats se battaient pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs et au front le mécontentement des troupes était au comble.

Le 23 février 1917, à l'occasion de la journée internationale de la femme, les ouvrières de l'industrie textile de Vyborg entrent en grève et défilent dans les rues de Petrograd.

Dans les jours qui suivent, des centaines de milliers d'ouvriers entrent à leur tour dans le mouvement. La manifestation se dirige vers le palais de Tauride, où siège la Douma et elle forme le soviet de Petrograd, dans l'une des ailes du palais. Ce soviet invite les soldats à élire leurs propres comités et met la hiérarchie militaire sous le contrôle des soviets. Les mots d'ordre des manifestants se radicalisent. Ils ne réclament plus seulement du pain comme la veille, mais aussi : « *A bas l'aristocratie* », « *A bas la guerre* ». Le tsar demande aux cosaques (troupes d'élite) de tirer sur les manifestants, mais pour la première fois ceux-ci hésitent.

Les ouvriers auxquels s'étaient joints des soldats mutins tentent et réussissent ça et là à rallier les régiments de Petrograd. Cela fut possible parce que les soldats de la garnison de la capitale qui formaient des bataillons de réserve destinés à compléter les régiments du front, ne voulaient pas la guerre et désiraient rentrer chez eux.

Le 02 mars le Tsar abdique mais au profit de qui ? Du gouvernement provisoire, celui-là même qui s'engage à respecter les accords contractés avec les Alliés (Royaume-Uni, France etc.) et à poursuivre la guerre mondiale à leur côté ? Les exploiteurs capitalistes et les aristocrates de tout poil font tout pour se ranger derrière l'autorité de la Douma et donc du gouvernement provisoire.

Mais dans le même temps le Soviet de Petrograd, qui était composé de représentants d'organisations socialistes tels que les Bolchevik, les Menchevik et les Sociatistes-révolutionnaires, continuait de se réunir et de prendre des mesures révolutionnaires : envoi de gardes à la Banque d'Empire et à la Monnaie, création d'une commission de ravitaillement. Les ordres de la Douma, ne devaient être exécutés « *que s'ils ne contredisaient pas les décisions du Soviet* ».

En fait deux organes de pouvoir s'étaient constitués : celui des ouvriers et des soldats, le Soviet, et celui de la bourgeoisie, le gouvernement provisoire.

Les classes pauvres ne voulaient pas se contenter de la chute de l'empereur. Elles voulaient la paix, le pain et la liberté. Les paysans voulaient aussi la terre.

Contrairement à bien des révolutions du passé à l'issue desquelles les travailleurs laissent l'exercice du pouvoir entre les mains des politiciens bourgeois, les prolétaires russes l'ont exercé eux-mêmes, avec leurs propres organes de classe que sont les Soviets. Une période nouvelle s'ouvrait, pleine d'espoir pour les ouvriers de la Russie et du monde entier.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.